**APOCALYPSE ET SOLUTION GLOBALE À LA RIO:
PRÉTEXTE ÉCOLOGISTE À LA COURSE AUX FAVEURS**

par

**Richard Marceau, Ph.D.
École nationale d'administration publique**

**4e Colloque de santé environnementale
Le développement durable: pour la santé**

Québec, 20-21 octobre 1992

INTRODUCTION¹

Après tout le tapage suscité par le rassemblement de Rio, il semble qu'il ne soit plus possible de parler de politiques environnementales sans référer à la grande fête de l'élite politique et environnementaliste de cet été, à ses traités, à son "Agenda 21" et autres déclarations, à son vocabulaire particulier (développement durable, biodiversité, changements climatiques, approches intégrées, gestion environnementalement pertinente...), et aux douteuses associations entre environnement et le développement, la pauvreté, la santé, la situation de la femme, des enfants, des personnes âgées et des peuples indigènes, l'éducation, et bien sûr la croissance de la population.

Pourtant, cette grande foire écologiste ne changera pas dramatiquement la situation, pas plus que *Limits to Growth*, et le *Rapport Brundtland* d'ailleurs. Parce que le diagnostic toujours aussi apocalyptique est erroné, et que la "solution globale" toujours aussi planificatrice dans son essence, égalitariste et redistributionniste dans ses effets est un vieux remède inefficace, proposé par les adeptes d'un "Nouvel Ordre Mondial" qui sert des intérêts particuliers plutôt que l'ensemble des habitants de la planète. Ce serait en fait une grave erreur que de définir "les grands enjeux environnementaux à l'approche du XXI^{ème} siècle" à partir de l'agenda de Rio.

Le sommet de Rio est la consécration d'une tactique vieille comme la démocratie: compiler une montagne de demandes en apparence vertueuses pour faire passer des transferts en faveur d'intérêts particuliers. Ni l'environnement, ni la population n'y gagnent à ce jeu de grande démagogie.

¹ Je remercie Jean-Luc Migué pour ses commentaires et suggestions. Les erreurs ou faiblesses qui subsistent sont miennes.

I- ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE VIE ET APOCALYPSE

Ce qui caractérise particulièrement ce phénomène médiatique de grande envergure qu'est la rencontre de Rio, c'est l'urgence de créer un "partenariat global" pour le développement durable². L'"Agenda 21", document de 800 pages faisant état des grandes stratégies qui devraient être suivies à l'aube du XXI^{ème} siècle par les pays participants, réfléterait le "consensus global et l'implication politique au plus haut niveau". Aucun pays seul ne pourrait ralentir et évincer la détérioration continue des écosystèmes de la planète. Et, dans cette recherche de collusion mondiale pour une bonne cause, le système des Nations Unies aurait un rôle clé à jouer. C'est du moins ce que croit la Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement.

À la source de cette détérioration continue de l'environnement, on retrouverait les "patterns" de consommation condamnables, qu'il nous faudrait donc rapidement changer³. Un rythme insoutenable de consommation résulterait de la demande incontrôlée de ressources naturelles. En particulier, c'est la demande excessive et les styles de vie insoutenables des pays les plus riches qui susciteraient le stress immense sur l'environnement. Les pays en voie de développement doivent renoncer aux habitudes des pays industrialisés, reconnues comme inefficaces et génératrices de gaspillage dans les processus de développement.

L'absence regrettée de programmes gouvernementaux efficaces en matière de contrôle de population est également au coeur de la réflexion des stratégies de Rio.

² United Nations Conference on Environment & Development. **Agenda 21**. Advanced version, adopted June 14, 1992. Rio de Janeiro. (Ch. 1, p. 2).

³ **Agenda 21**. *op. cit.* (Ch. 4).

Tout un chapitre est consacré au renforcement de la planification nationale de la dynamique démographique. Quelques semaines avant le rassemblement de Rio, le Prince Charles réchauffait déjà les esprits en pontifiant: "I don't in all logic see how any society can hope to improve its lot when population growth regularly exceeds economic growth."⁴ Cette association entre croissance de la population, croissance économique et ses effets néfastes sur l'environnement, constitue le noyau dur de la théorie écologiste.

Paul Ehrlich, écologiste de la première heure, considérait déjà en 1968 que la bataille pour nourrir l'humanité était perdue, que le monde connaîtrait la famine dans les années 70, des centaines de millions de morts! Le Club de Rome en 1972 dans *Limits to Growth*, recouvrait d'un vernis scientifique ces affirmations apocalyptiques. Que les prédictions de Ehrlich se soient révélées infondées, que le Club de Rome soit revenu sur ses positions quatre ans plus tard, ne semblent pas désarmer le lobby environnemental et la bureaucratie onusienne.

L'évolution des faits: l'inverse de l'apocalypse

L'observation des faits infirme pourtant catégoriquement ces affirmations. Tous les indicateurs de bien-être à l'échelle de la planète indiquent que la situation s'améliore plutôt qu'elle ne se détériore⁵! Par exemple, au moins depuis la seconde guerre mondiale, la population de la planète se nourrit de mieux en mieux. Les ressources naturelles sont de plus en plus abondantes en termes de prix, le véritable indice de rareté. La mortalité a diminué et l'espérance de vie dans les pays pauvres a doublé en quelques décennies.

⁴ Prince Malthus. **The Wall Street Journal**. April 8, 1992. p. A20.

⁵ Simon, J. **Policy Forum. Apocalypse in Rio: The End of the World As We Know It?** Cato Policy Report. 1992.

Ces faits pourtant connus sont généralement laissés pour compte au profit des comparaisons à court terme, plus sensationnelles. Les tendances à long terme indiquent une amélioration des conditions de vie et rien ne permet de penser qu'il en ira autrement dans l'avenir⁶. Depuis le moment où Malthus prédisait que la catastrophe résulterait de la croissance économique, l'espérance de vie s'est multipliée par trois. Le prix du cuivre a diminué d'un facteur dix au cours de ces deux siècles, quelle que soit la méthode de comptabilisation. C'est que contrairement à la théorie malthusienne, les gens ne trouvent pas les ressources, ils les créent. En fait, la capacité de la planète à supporter la population ne diminue pas, elle augmente! Alors que la population du globe atteint plus de cinq milliards, elle n'a jamais été aussi en santé. Qu'il reste des progrès à faire, c'est évident: mais les "cavaliers de l'apocalypse" devraient chercher ailleurs.

Le capitalisme a le pouce vert

La théorie qui explique le mieux les faits pose plutôt que la croissance de population et l'augmentation de revenu peuvent poser des problèmes de disponibilité des ressources à court terme, mais que, dans un système de marchés, les prix réagiront à la hausse, ce qui cause évidemment problème momentanément mais créera également des opportunités à découvrir des façons plus économiques de rendre disponibles les ressources dont on a besoin. Prix plus élevés signifient plus grandes possibilités de profit pour les innovateurs. Ceux qui réussiront en profiteront directement, mais surtout, tous bénéficieront des innovations. La situation dans son ensemble sera meilleure après qu'avant l'identification même du

⁶ À cet égard, Julian Simon, grand défenseur de cette thèse, gagna le pari en 1980 avec Paul Ehrlich que le prix de n'importe quelle combinaison de cinq ressources naturelles choisie par Ehrlich lui-même serait plus bas en 1990.

problème! C'est ainsi que la production capitaliste a effectivement contribué à l'amélioration des conditions de vie, à la plus grande disponibilité des ressources en particulier.

Le capitalisme contribue aussi de façon heureuse à la satisfaction des préférences des consommateurs. Ainsi, la croissance des revenus des consommateurs augmente leur demande d'améliorations notables de l'environnement⁷. Cette demande provient généralement des propriétaires, créatures éminemment capitalistes, et souvent des gens à haut revenu. En contrepartie, il est de notoriété publique que l'environnement constitue un enjeu de peu d'importance à l'agenda des pays en développement. Ce qui est tout à fait rationnel de leur part. Ils voient d'abord aux problèmes les plus urgents et pensent ensuite à améliorer leurs conditions d'habitat⁸. En ce sens, l'environnement est une aspiration de riche. Plus la planète s'enrichira, plus la qualité de l'environnement s'améliorera.

La croissance économique contribue non seulement à améliorer les conditions de vie par la réduction de la pauvreté mais également en stabilisant la population. Suite à l'amélioration des conditions économiques et après un délai d'une ou deux générations, les populations des pays en développement réalisent qu'elles n'ont plus besoin de produire sept enfants pour en avoir deux qui survivent. Pour cette raison, ces pays voient leur taux de fertilité tomber de manière prononcée⁹.

Les pays qui ont adopté le régime de marché ont vu leurs conditions de vie s'améliorer, en termes de revenus et de qualité d'environnement. Ce constat bien

⁷ William K. Reilly. "The Green Thumb of Capitalism: The Environmental Benefits of Sustainable Growth". **Policy Review**. Fall 1990. pp.16-21.

⁸ "The freedom to be dirtier than the rest". **The Economist**. The Environment Survey. May 30th 1992. p. 7.

⁹ Prince Malthus, *op.cit.*

évident s'oppose pourtant à des opinions répandues sur les malheurs de l'économie capitaliste. Prenons la voiture automobile par exemple: symbole écologiste de la destruction de la qualité de vie de nos villes, elle a pourtant contribué grandement à l'amélioration des conditions sanitaires dans ces lieux densément peuplés en remplaçant les chevaux comme principal moyen de locomotion. Elle a permis à la cité moderne de surpasser de loin la qualité de vie des cités du Moyen-Âge et de la Renaissance¹⁰. Bernstam a calculé que la pollution par le bioxyde de carbone s'est multipliée par 12 depuis deux cents ans¹¹. Or, cela n'est pas en soi remarquable puisque dans le même temps l'activité économique augmentait de 110 fois. Contrairement aux vues apocalyptiques des alarmistes, la pollution n'augmente pas proportionnellement à la croissance économique. Les données suggèrent actuellement que la pollution finit par diminuer avec la croissance économique. Ainsi, les solides en suspension dans l'air et les conditions sanitaires urbaines s'améliorent constamment avec le revenu; le bioxyde de soufre et la déforestation augmentent aux premiers stades de croissance puis diminuent par la suite¹².

Mais il n'en a pas été de même dans les économies socialistes où progrès économique a signifié pollution accrue. Si cette présomption a été prédite et observée bien avant la tombée du Mur de Berlin, ce constat semble avoir échappé à plusieurs, en tout cas à ceux qui ont emboîté le pas aux solutions de Rio.

¹⁰ Mikhail S. Bernstam. **The Wealth of Nations and the Environment**. Institute of Economic Affairs. Atlas. 1991.p. 13.

¹¹ M.S. Bernstam. *op.cit.*

¹² "The freedom to be dirtier..." *op.cit.*

L'inefficacité écologique du socialisme

Dans les années 1970 et 1980, alors que les économies occidentales vivaient des baisses sensibles de certains taux de pollution, les économies socialistes augmentaient sensiblement la quantité de ressources transformées et la production de pollution pendant que leurs économies tournaient au ralenti. En tenant compte des différences de population, l'émission de polluants par véhicule était neuf fois plus élevée en URSS qu'aux États-Unis. Au seul plan des sources de pollution stationnaires, les émissions soviétiques étaient de 4 à 8 fois plus élevées que leurs contreparties américaines, pour un PNB soviétique de moins de la moitié du PNB américain.

Pourquoi la croissance capitaliste est-elle allée de pair avec un environnement plus sain alors que la croissance socialiste a pris une tout autre direction? Bernstam explique que "si la productivité des ressources augmente plus rapidement que la production, alors la quantité totale de ressources consommées diminue". C'est ce qui est arrivé dans le système capitaliste, grâce aux incitations bénéfiques discutées ci-dessus. Ce ne serait effectivement pas dû à l'augmentation de traitements anti-pollution mais bien aux modifications apportées à la fonction de production. C'est par la "compression" de l'utilisation des ressources dans la chaîne de production, que la pollution tend à diminuer. L'explication tient au souci des entreprises capitalistes de diminuer les coûts de production. Ce n'est manifestement pas ce qui s'est produit dans les économies socialistes.

C'est que les incitations propres au régime socialiste sont tout autres. En bannissant l'entreprise privée, l'économie socialiste régule la production économique par un mode de "command and control" qui définit les objectifs de production par la planification centralisée. L'État demande alors à l'entreprise

publique monopolistique de lui fournir, au moindre coût, les quantités désirées. Or, dans ce monde, l'intérêt personnel des managers va de pair avec la taille de l'entreprise, des inputs à la production et donc des ressources. Plutôt que la maximisation des profits et la minimisation des coûts, la rationalité du régime devient la maximisation des inputs, pour un output plus faible et des prix plus élevés.

Cette dynamique du "Plan bargaining", qu'on retrouve également dans la production publique occidentale (la défense militaire par exemple), conduit ces pays sur un sentier différent de celui qu'empruntent les pays capitalistes. Croissance économique et pollution vont alors de pair.

Ainsi les discours apocalyptiques qui nourrissent les craintes des populations sur la détérioration constante de leurs conditions de vie ne sont guère fondés. Les régimes de marché ont largement amélioré ces conditions et contribueront encore à les améliorer. La façon sûre de ralentir ce progrès serait de donner suite aux propositions planificatrices de Rio, héritières non avouées des solutions socialisantes.

II- LA SOLUTION GLOBALE: UN REMÈDE PÉRIMÉ

Deux traités, l'agenda 21, une déclaration grandiose sur les lignes directrices vertes et quelques principes de gestion forestière, un fonds qu'on entend bien garnir de dizaines de milliards de dollars supplémentaires (le Global Environmental Facility), voilà les solutions proposées par Rio aux problèmes engendrés par les économies

capitalistes¹³. La solution sera globale, à l'échelle de la planète, ou elle ne sera pas. Il faut lier tous les gouvernements à des politiques communes, homogènes, planifier centralement l'évolution de la planète, sinon l'anarchie catastrophique en résultera. Voilà l'esprit qui guide les propositions de Rio.

Ainsi, le chapitre 6 de l'agenda 21 portant sur la protection et la promotion de la santé humaine conclut que:

les gouvernements nationaux et les autorités locales, supportés par les organisations non-gouvernementales et les organisations internationales, à la lumière des conditions et besoins de chaque pays, doivent renforcer les programmes dans le secteur de la santé avec une attention spéciale aux régions rurales¹⁴.

C'est par la collusion de tous les organismes publics existants à travers le monde que les problèmes de santé pourront se régler. À l'exception bien entendu des entreprises capitalistes, source de tous nos malheurs! Toute la force politique des pays participants est appelée sous les drapeaux de l'ONU pour combattre les mauvaises conditions de santé que le marché à lui seul n'a pu régler! On estime à 40 milliards de dollars les besoins annuels moyens à cet égard d'ici l'an 2000, dont 5 milliards en subvention de la communauté internationale.

Or, on l'a vu, les conditions de vie et de santé sont directement reliées aux revenus des populations. Les solutions devraient donc être cherchées du côté de l'amélioration des conditions économiques. En particulier du côté de l'ouverture des économies en développement à l'échange international et donc à la tombée des barrières au commerce de toute nature, et non pas au renforcement des dictatures

¹³ "The Green Legacy". **The Economist**. June 13th 1992. pp.39-40.

¹⁴ **Agenda 21**. (Ch. 6. p. 3) *op.cit.*

et despotes d'économies planifiées qui profitent directement de l'aide internationale.

Que ces organismes internationaux canalisent une partie de la charité internationale, c'est une chose. Mais qu'ils voient dans les discours vertueux et dans la charité internationale la solution globale à ces problèmes, relève de la naïveté ou de l'idéologie.

Car, en fait, les problèmes de santé évoqués sont locaux. Nous sommes loin ici des problématiques de pollution à l'échelle planétaire. Les problèmes de santé appellent des dispositions sanitaires aussi simples que la fourniture locale d'eau potable et l'évacuation d'eaux usées. Ces systèmes sont coûteux et nécessitent une création de richesse que la solution globale de Rio ne favorise en rien.

En fait, de nombreux pays en voie de développement ont réduit leurs barrières tarifaires récemment de façon à accroître leur niveau de vie; ce sont les nations plus développées qui se sont tournées vers le protectionnisme¹⁵! Les premiers ne peuvent exploiter comme ils le pourraient leurs avantages comparatifs. Or, les pays qui ouvrent leurs frontières en bénéficieraient tout autant. La mauvaise foi se révèle plus directement par ces gestes intéressés, à forte teneur nationale, et qui ne profitent qu'à des groupes très organisés et puissants plutôt qu'à l'ensemble du pays, et qui ralentissent la croissance des pays en voie de développement. Il est de notoriété publique d'ailleurs que plusieurs politiques environnementales des pays développés camouflent des intentions profondément protectionnistes.

Plutôt que de l'aide sporadique, canalisée par des organismes bureaucratiques et dirigée vers des régimes pas très libéraux, la communauté internationale

¹⁵ "An Alternative Agenda For the Rio Summit". **The Wall Street Journal**. p. A1. June 8th 1992.

favoriserait davantage le développement de la planète en veillant à ses intérêts commerciaux. Elle produirait des bénéfices supplémentaires aux pays en développement qui s'aligneraient ainsi sur des signaux productifs et enrichissants plutôt que de s'employer à tendre la main. Ainsi, une étude du National Bureau of Economic Research estime que l'accord nord-américain de libre-échange ne peut qu'amener une amélioration de la qualité de l'environnement au Mexique par la création de richesse et aussi la spécialisation de sa production dans des secteurs moins polluants¹⁶.

Ces solutions marchandes aux problèmes de l'environnement et du développement sont bien sûr moins spectaculaires et moins rentables électoralement que les participations gouvernementales à de grands accords internationaux. Il est plus facile de proposer quelques centaines de millions supplémentaires tirés d'on ne sait où (!), qui ne font pas mal à ceux qui les offrent, mais qui bloquent habilement les frontières aux produits étrangers pour protéger les producteurs locaux!

Les solutions globales, dont l'origine remonte aux méthodes planificatrices des régimes socialistes, ont dans le passé largement fait la preuve de leur inefficacité. Le dossier onusien, comme celui de l'unification de l'Europe, est soutenu par les mêmes arguments qui ont porté le socialisme; la différence c'est que l'ambition ici est mondiale¹⁷! Les ententes globales ne devraient être réservées qu'aux problèmes affichant des dimensions véritablement planétaires. Et il s'en trouve peu qui satisfont à cette exigence. Même le dossier des pluies acides affiche des dimensions essentiellement régionales. Or, les accords multilatéraux se sont multipliés depuis quelques décennies, démontrant ainsi la capacité de pays voisins de s'entendre sur des solutions, sans passer par les organisations mondiales.

¹⁶ G. Grossman & A. Krueger. **Environmental Impacts of a North American Free Trade Agreement**. National Bureau of Economic Research Working Paper No. 3914. 1992.

¹⁷ R.J. Barro. "Europe's Road to Serfdom". **The Wall Street Journal**. August 13th 1992.

III- LA COURSE AUX RENTES SOUS LE COUVERT DE LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Mais au-delà de l'expression à grand déploiement d'idéologies globalisantes et certainement bureaucratiques, Rio et les conférences mondiales sont devenus le tremplin de la construction d'un nouvel ordre mondial où les transferts de richesse aux pays en voie de développement seraient monnaie courante et constitueraient le mécanisme fondamental de la nouvelle dynamique mondiale. C'est 140 milliards de dollars que l'élite tiers-mondiste et écologiste a tenté d'extirper aux économies capitalistes lors du sommet de Rio¹⁸. Ce fut un festival du billet vert bien avant d'être un festival vert! Cette course aux rentes gratuites a contribué à transformer ces rencontres en des confrontations Nord-Sud improductives et même néfastes.

Au coeur des revendications repose la gestion du *Global Environmental Facility*, fonds actuellement géré par la Banque mondiale, donc par les pays donateurs, et devant servir à régler les problèmes climatiques, la biodiversité et présidé à tout traité environnemental futur¹⁹. La lutte pour son contrôle est maintenant ouverte. Les pays en développement, sous prétexte que les pays développés puisent à même leur diversité écologique, exigent de définir l'ampleur des sommes et la façon de les dépenser. Les États-Unis et la Grande-Bretagne deviennent, par leurs réticences à céder le pouvoir de décision, les ennemis du nouvel ordre mondial écologique.

En fait, on ne peut guère blâmer les pays revendicateurs d'exploiter le souci des populations riches pour leur environnement. Certains se contentent d'accepter les

¹⁸ J.L. Migué. "Les écolâtres de Rio: un carnaval tiers-mondiste au profit des étatistes de tout poil." **Le Devoir**. 9 juin 1992. p. 17.

¹⁹ "The green legacy". **The Economist**. June 13th 1992. p.39-40.

subventions, d'autres renchérissent en exigeant que leur environnement soit considéré d'intérêt international²⁰. Au total, il s'est présenté quatre fois plus de pays à cette conférence que de pays fondateurs de l'ONU, et trois fois plus que pour la conception du protocole de Montréal sur les CFC²¹.

Or, les solutions ne résident pas dans le financement de grands projets comme ceux qu'a commandités dans le passé la Banque mondiale. De nouveaux réservoirs, des projets industriels, des stations énergétiques et autres éléphants blancs sont apparus moins rentables que prévu initialement²²; l'installation de colons en Amazonie, la création d'un lac artificiel au Ghana montrent après coup la faiblesse de ces organismes internationaux et l'impuissance de ces grands moyens financiers à régler ces problèmes²³.

Les solutions internes aux problèmes environnementaux passent rarement par les grands investissements publics. Elles résident généralement dans la création d'incitations propres à aligner le comportement des agents économiques sur des comportements bénéfiques pour l'environnement. Cela veut dire en premier lieu, la restauration de droits de propriété sur les ressources naturelles, l'eau et le sol, la faune et la flore, en second lieu le recours aux mécanismes de tarification des dommages sociaux et en troisième lieu seulement, l'appel aux instruments réglementaires stables dans le temps, qui ne servent pas d'autres fins politiques de courte vue. Voilà des mécanismes prometteurs que tous les pays, sérieusement soucieux du sort de leurs écosystèmes devraient tenter d'implanter. Et le financement de ces politiques ne nécessite aucunement de grandes

²⁰ "Root of evil at Rio". **The Economist**. June 13th 1992. p. 12-13.

²¹ "The green legacy". *op.cit.*

²² "Root of evil at Rio". *op.cit.*

²³ "Les écolâtres de Rio". *op.cit.*

kermesses internationales!

Le sommet de Rio apparaît dès lors comme la politisation de l'environnement, la collusion honteuse d'intérêts circonscrits, qui se parent d'un grand manteau vert et qui cherchent par des discours vertueux et culpabilisants à obtenir des rentes des plus riches. Cette vieille tactique, toujours relativement efficace dans une perspective médiatique et électoraliste, doit être évacuée de tout agenda sérieux concernant le sort de notre environnement immédiat et lointain. Les vraies solutions, plus discrètes, sont ailleurs.

CONCLUSION: UNE ALTERNATIVE À RIO

Il existe des voies substituts à l'agenda 21 de Rio. Parce que les problèmes environnementaux de dimension locale et régionale dominant, les solutions doivent être d'abord locales et régionales. Et leur nature est d'ordre incitatif, en accord avec les forces du marché qui se sont montrées jusqu'à présent des alliés sûres pour l'utilisation rationnelle des ressources de la planète. L'histoire de la pollution en Occident, que nous n'avons pas faite dans ces lignes, révèle que ce même marché se serait avéré encore plus productif en matière de gestion des ressources environnementales, si les gouvernements n'avaient pas dans le passé collectivisé les ressources naturelles (eau, forêts, sous-sols, ressources halieutiques, patrimoine génétique naturel...). Entre autres travers, l'abandon de la propriété privée des ressources a créé une situation extrêmement déresponsabilisante. Et c'est en permettant au marché de fonctionner, en rétablissant en particulier des titres de propriété, qu'on maximisera l'"héritage" écologique, physique et culturel à laisser aux générations futures. Des solutions de second ordre peut-être mais

préférables à de nombreuses politiques en vigueur consisteraient à instaurer des mécanismes de tarification des dommages sociaux. Ces mécanismes laissent une certaine flexibilité aux agents économiques favorable à la découverte d'opportunités tant environnementales que de création de richesse en général.

Les ententes bilatérales et multilatérales entre pays, en forte progression d'ailleurs, laissent également croire à l'amélioration réciproque des conditions de vie lorsque la dimension des problèmes dépasse les frontières des pays. Par les gigantesques courses aux rentes auxquelles elles donnent lieu, les ententes mondiales devraient être réservées aux problèmes d'ampleur véritablement mondiale, s'il s'en trouve. Elles devraient d'ailleurs éviter de s'inspirer des visions apocalyptiques auxquelles on a eu droit. Face à certains problèmes comme le trou d'ozone ou le réchauffement global, il faut considérer tout autant l'effet sur l'environnement que l'effet sur l'appauvrissement qui résulteraient de politiques mal conçues. Lorsque les effets sur l'environnement sont imprévisibles et qu'on ne connaît pas la nature et l'ordre de grandeur des impacts sur les conditions de vie et la santé humaine, et que rien ne laisse supposer un effet dramatique à court terme, comme cela semble être le cas du réchauffement de la planète²⁴, il y a lieu d'agir prudemment, de façon graduelle, pour éviter des réductions inutiles de qualité de vie. N'est-ce pas le but de toutes ces opérations après tout?

Les problèmes de biodiversité ne peuvent également être réglés sans considérer au préalable les effets sur le niveau de vie et la valeur relative de chacune des espèces en voie de disparition²⁵, avant d'adopter des réglementations très restrictives quant à l'usage des ressources. À ce sujet d'ailleurs, la reconnaissance juridique des

²⁴ "Everybody's atmosphere". **The Economist**. May 30th 1992. pp.17-21.

²⁵ Quelques pistes sont suggérées dans: "So much to save". **The Economist**. June 13th 1992. p.17.

titres de propriété sur les biotechnologies et le matériel génétique naturel, l'abaissement des coûts d'identification et de manipulation du matériel génétique, ainsi que l'augmentation de la valeur de ce patrimoine conduit déjà des firmes pharmaceutiques à conclure des ententes avec les pays riches en matériel génétique naturel afin d'assurer leur protection²⁶. Là également, les mécanismes marchands démontrent leur capacité à régler au niveau micro des problèmes que certains nous forcent à considérer au niveau macro uniquement.

Enfin, les problèmes de développement et de croissance de population, qui affectent inévitablement la qualité de l'environnement dans les pays touchés, appellent des solutions économiques d'une tout autre nature. Ce ne sont pas des investissements étrangers même massifs qui régleront à eux seuls ces problèmes structurels. C'est par le choix local de mécanismes efficaces de création de richesse que les règlements **durables** viendront. Des politiques environnementales appropriées suivront inévitablement la création de richesse dans ces pays.

De nombreuses suggestions émanant de Rio ont fait table rase de la dynamique qui a amené la population de l'Ouest à se préoccuper comme jamais de la question environnementale. L'enrichissement, source de stabilisation de la population et de souci pour l'environnement biophysique, ainsi que le progrès technologique qui augmente constamment la disponibilité des ressources, sont le sous-produit direct de l'économie de marché. Le recours aux solutions planificatrices, hors marché et même contre lui ne saurait qu'appauvrir les gens; il ne servirait qu'à détériorer la planète.

²⁶ R.A. Sedjo. "Property Rights, Genetic Resources, and Biotechnological Change". **Journal of Law and Economics**. April 1992. Vol. 35. p. 199-213.

RÉSUMÉ

Après tout le tapage qu'a suscité le rassemblement de Rio, il semble qu'il ne soit plus possible de parler de politiques environnementales sans référer à la grande fête de l'élite politique et environnementaliste de cet été. Pourtant, cette grande foire écologique ne changera pas dramatiquement la situation, pas plus que *Limits to Growth*, et le *Rapport Brundtland* ne l'ont fait d'ailleurs. Parce que le diagnostic toujours aussi apocalyptique est erroné, et que la "solution globale", toujours aussi planificatrice dans son essence et redistributive dans les faits, est un vieux remède inefficace, proposé par les adeptes d'un "Nouvel Ordre Mondial" qui sert des intérêts particuliers plutôt que l'ensemble des habitants de cette planète. Définir "les grands enjeux environnementaux à l'approche du 21^{ème} siècle" à partir de l'agenda de Rio serait en fait une grave erreur. Le sommet de Rio est la consécration d'une tactique vieille comme la démocratie: compiler une montagne de demandes en apparence vertueuses pour faire passer des transferts en faveur d'intérêts particuliers. Ni l'environnement, ni la population n'y gagnent à ce jeu de grande démagogie. Il existe des alternatives à l'"Agenda 21" de Rio. Parce que les problèmes environnementaux de dimension locale et régionale dominant, les solutions doivent être d'abord locales et régionales. Et leur nature est d'ordre incitative, en accord avec les forces du marché qui se sont montrées jusqu'à présent un allié fidèle de l'utilisation rationnelle des ressources de la planète. Par les gigantesques courses aux rentes qu'elles suscitent, les ententes mondiales devraient être réservées aux problèmes d'ampleur véritablement mondiale, s'il s'en trouve. Le recours à des solutions planificatrices centralisées, hors marché et même contre lui, ne ferait pas qu'appauvrir les gens, il contribuerait aussi à détériorer la planète.

NOTES BIOGRAPHIQUES

Richard Marceau est professeur à l'ÉNAP depuis 1984. Il a obtenu un baccalauréat en physique (1976) de l'Université Laval; une maîtrise en sciences de l'eau (1978) de l'INRS; et un doctorat en science politique (1981) de l'Université Laval. Il a publié divers textes d'analyse de politiques environnementales, dont "Pollution Taxes, Subsidies and Rent-Seeking". Canadian Journal of Economics.(Nov. 1992) avec J.-L. Migué; "L'assainissement des eaux au Québec: Planification et marché". Sciences et techniques de l'eau. vol. 22. no 2. mai 1989; et Des élus et des milliards: l'assainissement des eaux usées domestiques au Québec. Collection "Bilans et Perspectives". 1986. 196 p.; dans d'autres secteurs, par exemple avec J.-L. Migué. Le monopole public de l'Éducation. (1989). PUQ. 195 p.. Enfin, il est actif dans le secteur de l'évaluation de programmes publics; voir "La gestion de l'évaluation de programme au gouvernement du Québec" et "La planification d'une évaluation de programme" dans Management public. R. Parenteau dir. PUQ.. 1992. Il est membre du Conseil de la Conservation et de l'Environnement depuis 1990.